

LA QUESTION D'UN COMITÉ PERMANENT

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais remercier le ministre d'État chargé du logement d'avoir pris conseil de l'opposition qui recherche depuis longtemps à faire collaborer en ce domaine les gouvernements fédéral et provinciaux et les municipalités. Maintenant que nous nous orientons en ce sens, puis-je demander si le premier ministre envisagerait de créer un comité permanent des affaires urbaines auquel on pourrait envoyer bien des revendications?

M. Baldwin: Allez-y! Répondez à la question!

M. McCleave: Le premier ministre sait-il maintenant où l'on en est?

M. Alexander: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je sais que le premier ministre était exceptionnellement occupé quand j'ai posé ma question. Peut-être pourrais-je la poser à nouveau.

Étant donné l'orientation prise maintenant par la politique gouvernementale, je me demande si le premier ministre est disposé à recommander la création d'un comité permanent des affaires urbaines?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de son intervention.

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que l'esprit d'indépendance et d'initiative dont le ministre d'État fait preuve en ce qui concerne les problèmes de l'urbanisme sera couronné de plus de succès qu'au temps où il détenait le portefeuille des Affaires indiennes?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

LE REFUS DE PRESTATIONS SIGNIFIÉ PAR UN MINISTRE DE LA C.-B.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Est-il au courant de la nouvelle directive de M. Gaglardi en Colombie-Britannique, suivant laquelle les personnes prenant part à une grève peuvent toucher des bons d'alimentation, mais non des prestations en argent, la délivrance des bons étant elle-même subordonnée à la preuve que ces personnes ne disposent plus de vivres à la maison? S'il est au courant de cette mesure,

[M. Baldwin.]

l'a-t-il approuvée? Sinon, que compte-t-il faire?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je sais, par des informations parues dans la presse, que le ministre a fait une déclaration dans ce sens, mais je n'ai pas encore vu cette déclaration sous la forme de directives adressées aux administrateurs responsables des services sociaux. S'il apparaissait qu'il existe effectivement de telles directives, celles-ci contreviendraient, bien entendu, au régime d'assistance publique du Canada et aux accords conclus en application de ce régime.

Mme MacInnis: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si je remettais au ministre le texte de ces directives, agirait-il?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'INDUSTRIE

LES MINES D'OR—AIDE DU GOUVERNEMENT À LA SUITE DU DÉBLOCAGE DU COURS DU DOLLAR CANADIEN

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Hier, je posais à l'honorable ministre des Finances une question qui se lit en partie comme il suit:

Par suite de la libéralisation du dollar canadien, les mines d'or canadiennes perdent des revenus, et bon nombre de mines marginales qui apportent des dollars américains au Canada et assurent des emplois à des Canadiens devront, sans aucun doute, mettre fin à leur exploitation.

Le ministre des Finances m'a répondu que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources était en pourparlers avec des dirigeants de compagnies minières. Ce dernier est-il aujourd'hui en mesure de dire à la Chambre si le gouvernement continuera de verser ou augmentera les subventions aux mines d'or, de façon que ces mines puissent être maintenues en exploitation rassurant ainsi la population du Nord-Ouest du Québec?

[Traduction]

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas encore pris de décision au sujet de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or. Les subventions seront maintenues jusqu'à la fin de l'année. Je me suis entretenu avec des dirigeants régionaux dans le Nord de l'Ontario et dans le Nord-Ouest du Québec, et hier, je rencon-